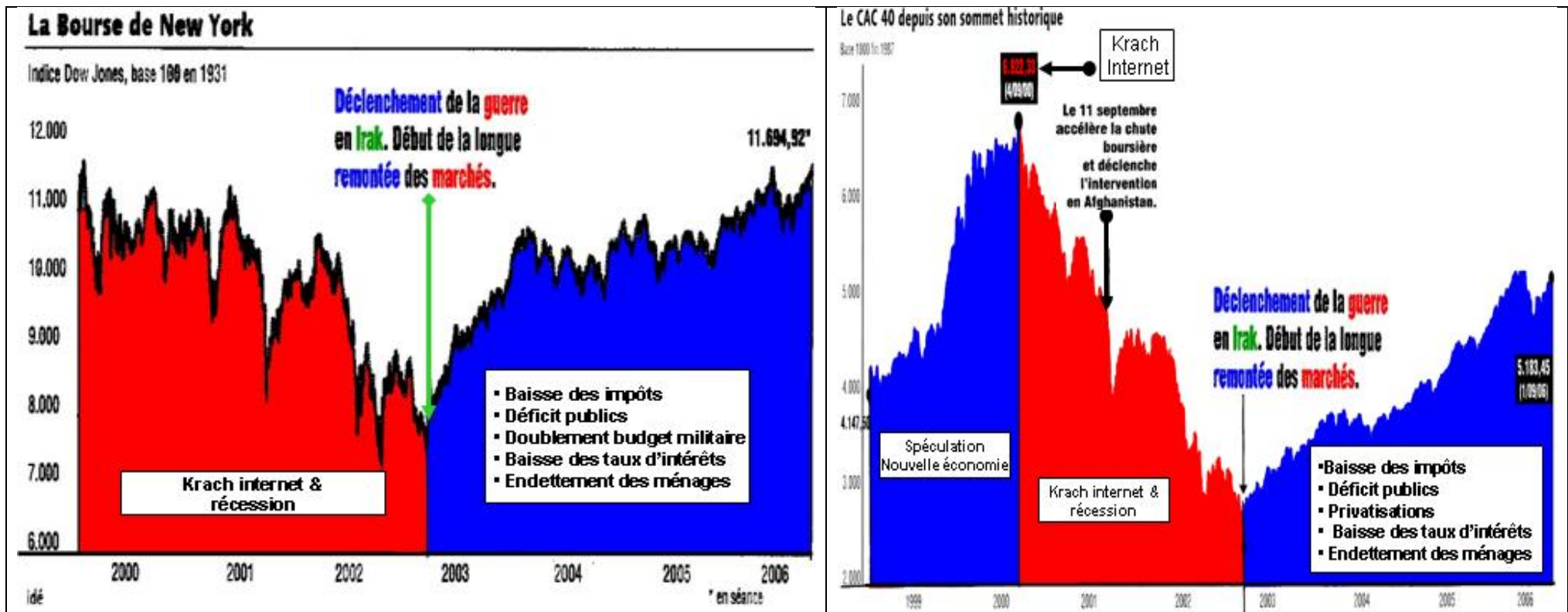


LA CRISE DU CAPITALISME AMERICAIN⁷⁰

Les graphiques de gauche et de droite se ressemblent étrangement, car ils ont un point commun, ils représentent les évolutions des cours boursiers. A gauche on peut constater que pour la bourse Américaine, ce qui a fait effectivement repartir les marchés, c'est l'intervention militaire Américaine en Irak, de la même manière que c'est la première guerre en Irak (1990) qui a fait repartir l'économie américaine suite au krach immobilier (1990)⁷¹. A droite, c'est l'évolution des cours boursiers du C.A.C 40 (Place financière de Paris). Observons qu'en dehors de cet aspect particulier (la guerre) ce sont les mêmes politiques qui sont appliquées de chaque côté de l'Atlantique et qui débouchent sur les mêmes résultats : les krachs boursiers.

Soulignons qu'une privatisation est un moyen de mettre à disposition des marchés (des prédateurs), une entreprise saine, dont l'objectif était avant tout de répondre aux besoins de tous les citoyens. Dés lors, que ce diamant tombe entre les griffes du marché, il est facile au prédateur de pouvoir pomper la « *chair fraîche* », quitte à laisser l'entreprise exsangue. C'est ce qui est arrivé à **France Télécom**, et qui arrivera à **E.D.F.**



⁷⁰ Lire : « *Vers la crise du capitalisme Américain* » / Paul JORION.

⁷¹ Un certain JAURES écrivait : « *le capitalisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage* ». Bush ne le sait pas mais il rend hommage à JAURES.

LA SITUATION EN FRANCE⁷² ET EN EUROPE



9 16 août 2007 - N° 3.727 - 1,20 € - France métropolitaine

La croissance en France et en Europe déçoit



■ **L'Insee a nettement revu à la baisse** l'évolution du PIB français au deuxième trimestre. Selon une première estimation, ce dernier n'a progressé que de 0,3 %, ce qui fixe l'acquis de croissance pour 2007 à 1,3 % et rend très improbable l'objectif, compris entre 2,25 % et 2,5 %, fixé par le gouvernement.

■ **Les perspectives sont aussi incertaines** pour la croissance européenne qui a marqué le pas au deuxième trimestre, la Commission européenne ayant même révisé à la baisse la



Aérien : la taxe Chirac rapporte moins que prévu

Plus d'un an après son ment le 1^{er} juillet 2006, la « taxe de solidarité » billets d'avion, chère à l'ancien de l'État français Jacques Chirac, n'atteint pas les objectifs annoncés. Destinée à financer des programmes de santé dans les pays en

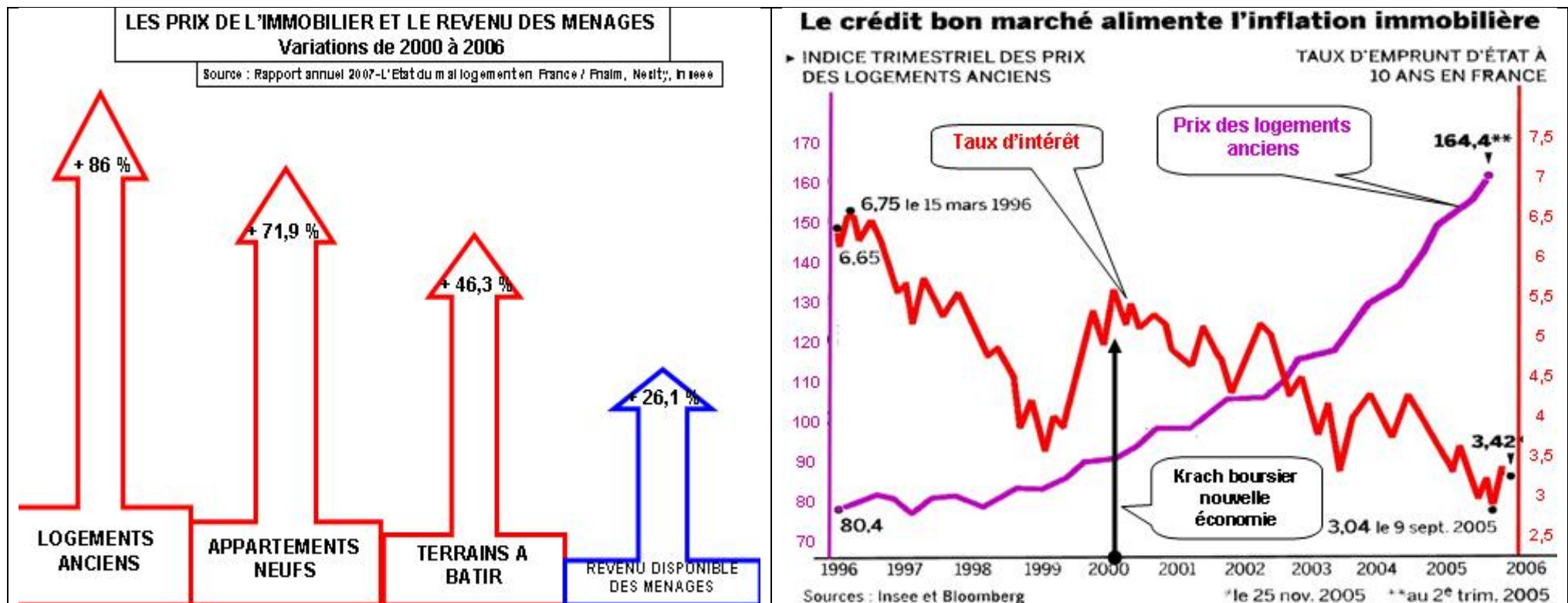
⁷² Le « paquet fiscal » et la « valeur travail » du sauveur suprême n'ont rien amené à la Nation,...hormis aux riches.

LE COPIE COLLE DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE AMERICAINE : Au vu des médias, face à la crise américaine, nous ne risquons rien. Cet aspect des choses est, pour l'instant vrai au sens où les ménages français sont peu endettés et il n'existe pas pour l'instant de système de crédit à risque en France. Cependant, comme l'indique La Tribune nous avons au moins deux Banques françaises qui sont directement touchées par la « *crise immobilière américaine* », simplement parce que le terrain de jeux Européen ne lui paraissait pas encore assez grand et assez juteux. Alors elle a, mondialisation et libéralisation oblige, été joué avec nos sous, aux « *casino américain* », et résultat des courses c'est le Figaro qui le donne : « *l'épargnant français trébuche* ». Rassurons l'épargnant riche, il ne sera pas touché c'est le titre suivant (« *l'après 35 heures se dessine* ») qui l'annonce. L'augmentation du temps de travail par semaine (remise en cause des 35 h) et tout au long de la vie (report de l'âge de la retraite, hausse des années de cotisation), étaient déjà dans les tuyaux, car les politiques savaient que la crise allait arriver. Et comme il faut rassurer les capitaux, face aux krachs financiers, les banques centrales renflouent les marchés en injectant les liquidités, et c'est le travail (augmentation de la durée du travail) qui permettra de récupérer sur ce qui a été brûlé en Bourse.

La Tribune www.latribune.fr Vendredi 10 et samedi 11 août 2007 - N° 5.724 - 1,20 € - France métropolitaine BNP Paribas et la BCE attisent la crise des marchés ■ Les marchés boursiers européens et américains ont souffert hier d'une véritable crise de confiance. ■ BNP Paribas a mis le feu aux poudres en annonçant la suspension de trois de ses fonds investis aux États-Unis dans des actifs immobiliers à risque titrisés dont l'encours a diminué de 400 millions d'euros. ■ La Banque centrale européenne a contribué à déstabiliser les investisseurs en injectant plus de 94,8 milliards d'euros dans le circuit monétaire pour mettre un terme aux tensions observées sur les marchés. La Fed lui emboîtait le pas avec une intervention plus modeste de 24 milliards de dollars. P. 10, 12 et édition P. 2 RÉFLEXION PROGRAMMÉE SUR LA DURÉE LÉGALE DU TRAVAIL L'après-35 heures se dessine	Quand l'Amérique fait trébucher l'épargnant français Le Figaro 18 Août 2007 Du consommateur américain Surendetté à l'investisseur Français Le récit d'une contagion
---	---

Mais ce n'est pas tout, certains peuvent croire au vu de la construction européenne et des rapports conflictuels que nous avons avec les Etats-Unis (Irak), que notre politique était différente, mais dans la réalité, la même politique économique (dans ses principes) s'applique de part et d'autre de l'Atlantique. Vous voulez un exemple. Eh bien prenons par exemple le logement.

1] Le logement : support à l'activité financière⁷³. Comprenons, les interventions de l'Etat par l'augmentation de la dette et le soutien à l'activité par le développement de l'emploi public sont des solutions immédiates et de court terme visant à empêcher le déclenchement d'une crise systémique de type 1929⁷⁴. Mais ces actions ne permettent pas en tant que telles aux marchés financiers de récupérer leurs mises perdues dans « *l'aventure américaine* ». Il s'agit donc en s'appuyant sur des besoins incompressibles (logement, transport) de pouvoir récupérer en pompant sur les ressources des ménages. Le logement fait partie de cette catégorie d'élément incompressible dont les hommes ont besoin pour vivre. C'est ce que montre le premier graphique. L'étude montre ainsi que sur la période 2000-2006, tandis que le « **revenu disponible brut** »⁷⁵ progressait de 26,1 % le prix des logements anciens progressait de 86 % et celui des appartements neufs de 71,9 %. Le graphique de droite permet de visualiser que le prix des logements anciens (en violet) a bien explosé au moment du « *krach Internet* » et de la politique de la banque centrale visant à baisser les taux d'intérêts (en rouge). A ce moment là, la question de l'inflation était secondaire, il fallait à tout prix réalimenter les marchés financiers en liquidité permettant de compenser les pertes dues au krach. **Le logement fut pris comme support et les habitants en otages.** Et ces graphiques qui correspondent à l'évolution de la France sont identiques aux Etats-Unis⁷⁶.



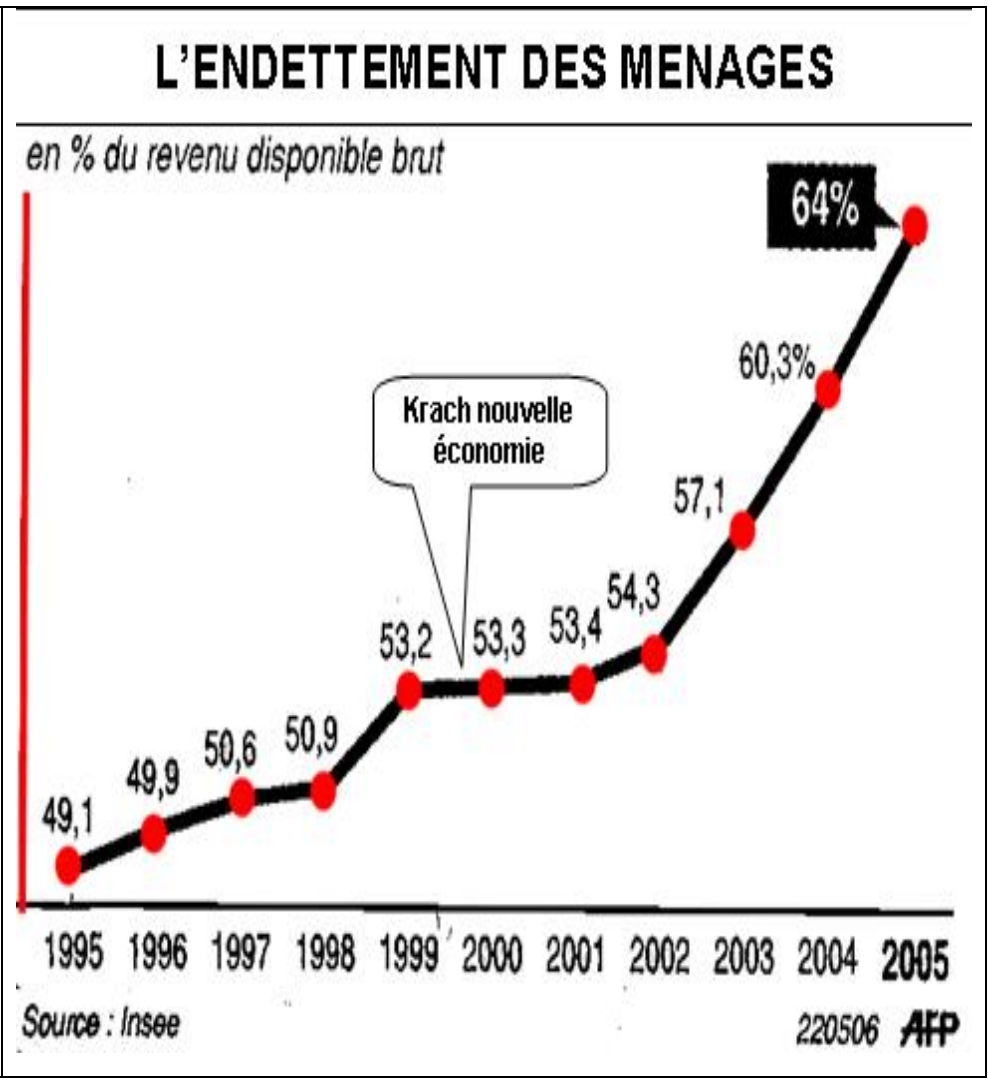
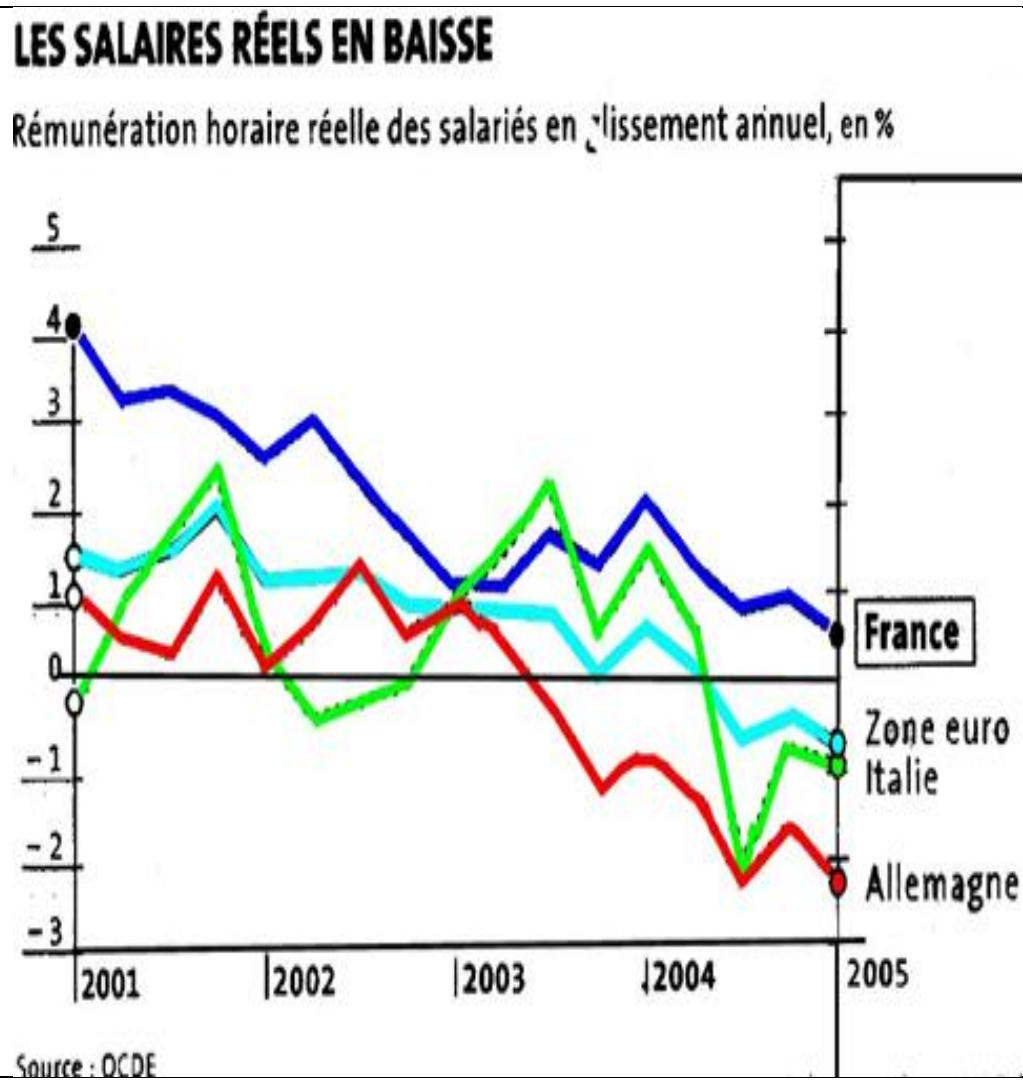
⁷³ Ecrit en Mars 2007

⁷⁴ Lire : « *la France entre déclin et modèle social* » / Fabrice AUBERT 2007

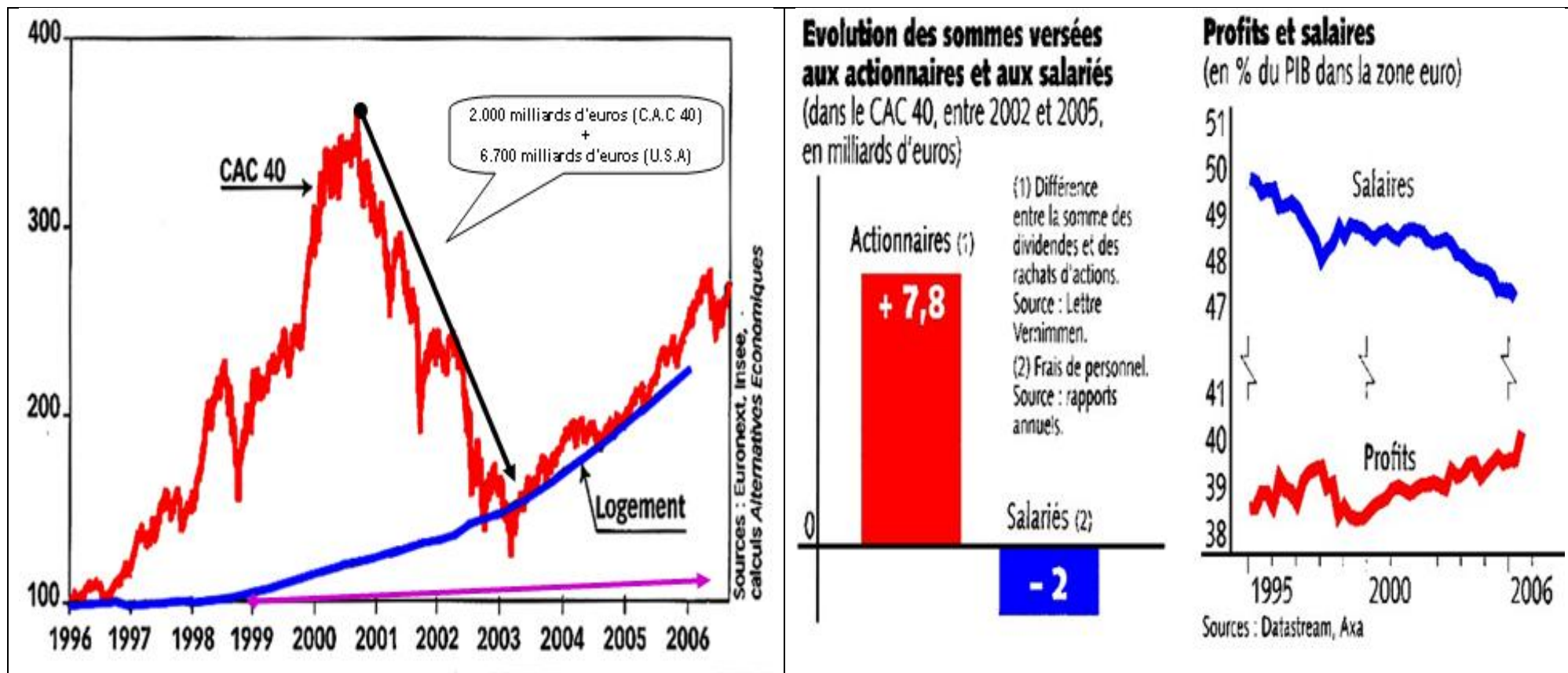
⁷⁵ Attention, le revenu disponible brut, comprend tous les revenus, pas seulement les salaires qui eux ont moins progressé.

⁷⁶ C'est la même politique de soutien aux marchés.

2] Récupérer sur les salaires pour activer ...: Dans une situation économique de croissance faible, et d'endettement public élevé, l'évolution salariale ayant tendance à baisser (graphique de gauche), la hausse du prix des logements face à une demande qui se développe ne peut que favoriser le développement des achats à crédit, donc de l'endettement des ménages. Mais cette dette des ménages, qu'il leur faut rembourser est bien la matière première de « l'industrie financière » des marchés (on a ici le même mécanisme qu'aux Etats-Unis).



3] ...Le redémarrage des marchés : le graphique de gauche est paru dans le mensuel « *alternatives économiques* ». Il visualise bien en un seul graphique, que le redémarrage des marchés (du C.A.C 40), s'est construit sur une politique visant à faire du logement un « *support financier* » apte à récupérer pour partie ce que les marchés avaient perdus en Bourse. Observons le rapport entre l'évolution des salaires (en violet) et l'envolée des prix du logement (en bleu). Le graphique de droite permet de mesurer l'ampleur du mécanisme de spoliation opéré sur les ménages. Face aux discours de la cour des économistes libéraux vantant l'entreprise et ses initiatives d'investissements, observons que dans le cadre d'une remontée des marchés (de la bourse), loin d'être tiré par des entreprises industrielles de contenu « *high tech* », le logement sert de support à la réactivation des marchés financiers. Dans ce cadre les actionnaires se gavent (+ 7,8 %) sur le dos des salariés (- 2 %). En d'autres termes, les groupes financiers se sont gavés deux fois. Une première fois dans la mise en place de produits financiers (prêts aux ménages), permettant d'assurer une première rentabilité et une deuxième fois en participant à la réalisation des programmes immobiliers juteux, de plus aidés par l'Etat⁷⁷, d'où ce constat journalistique : « *les Banques reviennent en force dans l'immobilier* ».



⁷⁷ Voir l'opération immobilière Euroméditerranée à Marseille.

L'IMMOBILIER AU SECOURS DE LA CROISSANCE⁷⁸: Le 3 Janvier 2007 le quotidien économique La Tribune avoue : « *L'Immobilier, vecteur clé de la croissance occidentale* ». Le graphique permet de visualiser l'évolution d'un indice boursier Européen et à droite nous avons l'évolution par secteur. Or ce qui vient en premier dans la croissance ne sont plus les « *nouvelles technologies* », ni même l'immobilier, mais les services financiers, en second la construction et en troisième les services aux collectivités. On a ici, révélés les vrais raisons d'un « *vrai faux retour de la croissance* ».

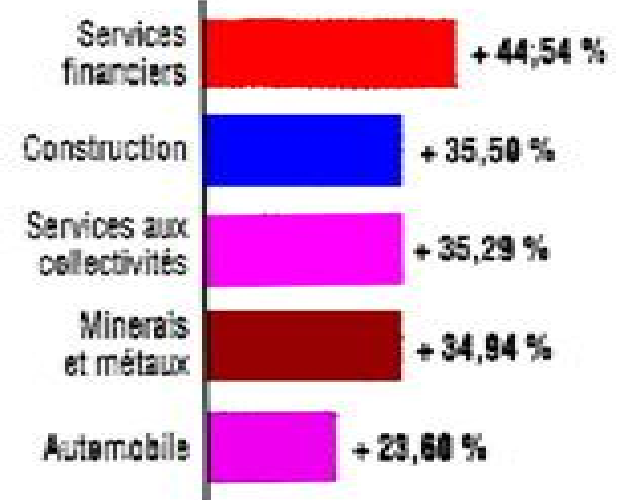
L'immobilier, vecteur clé de la croissance occidentale en 2007

Le DJ Stoxx 600 depuis 1999...

Base 100 le 31/12/1999



... et les principales hausses par secteur depuis le début de l'année



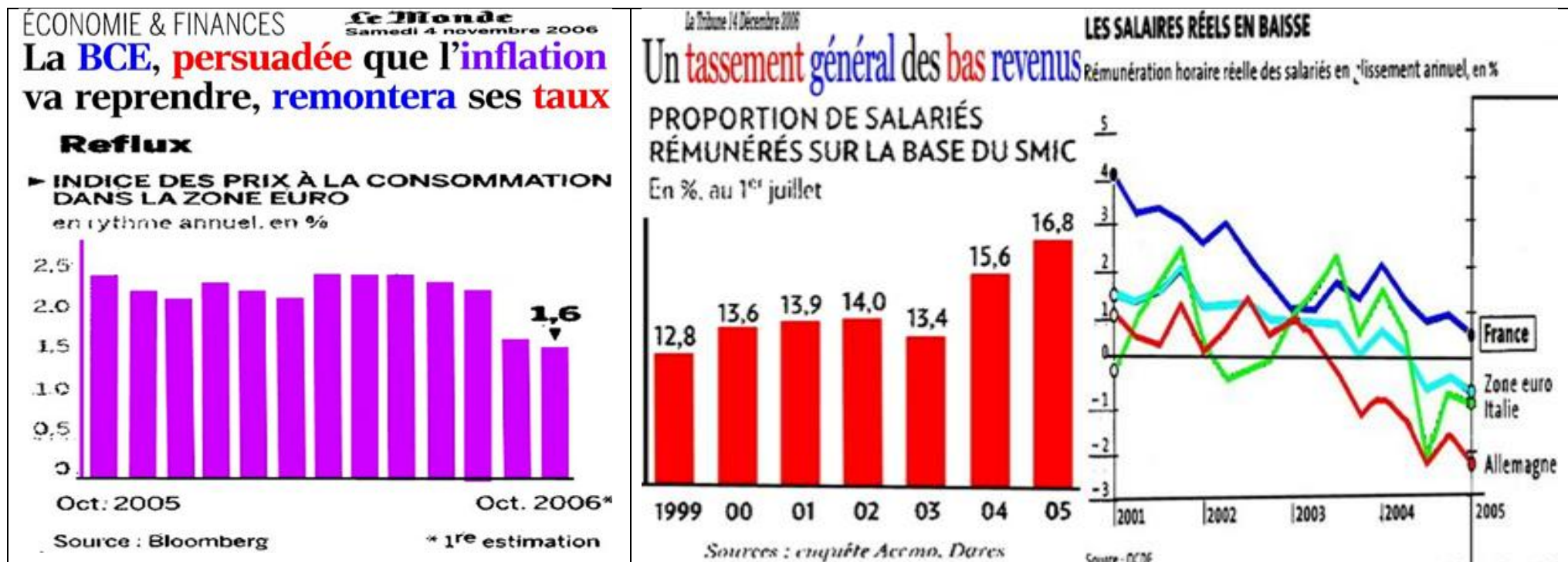
Les services financiers / Quand le pouvoir d'achat augmente peu, le seul moyen qu'ont les citoyens pour se loger, c'est de s'endetter. Or quand un ménage prend un prêt logement il active une création monétaire auprès de la banque, que celle-ci ne va pas garder mais placer sur les marchés, ce qui est le meilleur moyen de réactiver l'activité boursière. De plus le ménage emprunteur va rembourser plus que ce qu'il a emprunté, c'est ce qui explique l'écart entre l'évolution des « *services financiers* » (+ 44,54 %) et le secteur de la construction (+ 35,5 %). Dans ce cadre, le logement n'est pas un objectif, mais bien un support à l'activité financière, permis au démarrage par le développement de la dette des ménages. En clair, **ce sont les pauvres qui enrichissent les riches**.

Services aux Collectivités : L'augmentation des services aux collectivités révèle qu'une partie de la croissance n'est due qu'à un transfert de l'activité public vers le secteur privé (privatisations, sous-traitance).

⁷⁸ L'immobilier vecteur clé de la croissance occidentale, ne peut se réaliser que par l'abandon d'une politique publique du logement et quelques expulsions...

POLITIQUE SALARIALE CONTRE POLITIQUE MONÉTAIRE⁷⁹: Au lendemain de la seconde guerre mondiale, au vu de la catastrophe humaine, issue de la crise de 1929, influencés par les travaux de l'économiste Britannique Keynes, les différents gouvernements mirent en place des politiques économiques dynamique fondées notamment sur une « *politique salariale* »⁸⁰. Pour simplifier celle-ci, disons que « *les salariés* » devaient profiter autant que « *le capital* » des résultats de l'augmentation de la productivité dans les entreprises. Les organisations patronales de l'époque acceptèrent ce compromis, au vu notamment de leur engagement au soutien d'Hitler (« *mieux vaut Hitler, que le front populaire* »). Cette période (1945-1974) prenant le nom de trente glorieuses. La crise « *dite du pétrole* » de 1973, les logiques inflationnistes et le développement du chômage, furent prétexte à mettre en cause toutes les politiques économiques précédentes et appliquer un même modèle : « *le libéralisme américain* ». Celui-ci obligea les Etats (consensus de Washington) à remplacer la **politique salariale** par la **politique monétaire**⁸¹, confiée à une banque centrale, définie et réputée comme indépendante.

1] L'inflation voilà l'ennemi : C'est sur la base de cette présentation des risques d'inflation que se construit une politique monétaire, visant en théorie à limiter la création monétaire. Le danger de cette création monétaire proviendrait des salaires qui en augmentant pourraient faire repartir l'inflation. Mais les faits montrent qu'il n'y a pas d'inflation et que les augmentations de salaires sont orientées à la baisse en France et en Europe.



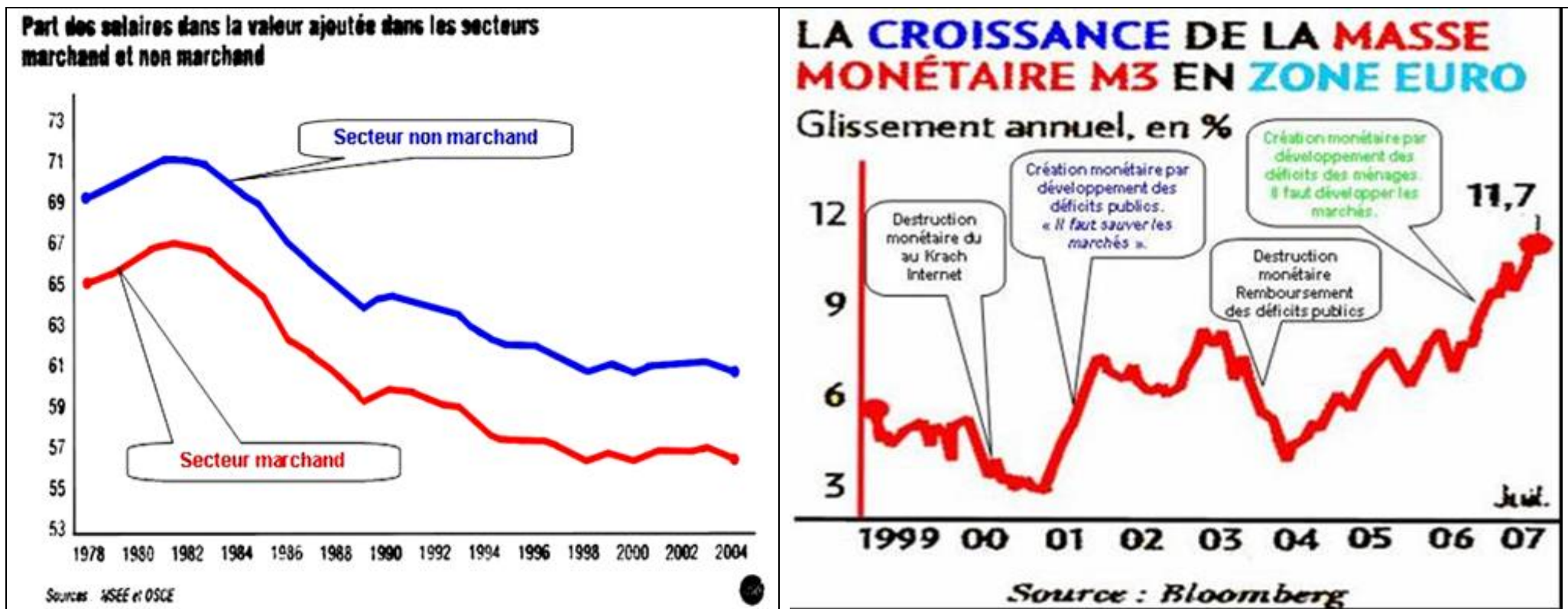
⁷⁹ 2crit en Août 2007, à partir du document « *la France entre déclin et modèle social* »

⁸⁰ En France ce fut l'application du programme défini par le Conseil National de la Résistance débouchant sur la sécurité sociale, la politique sociale et les Nationalisations.

⁸¹ Or l'objectif principal des politiques monétaires vise à soutenir les marchés.

2] Ne pas augmenter les salaires : Derrière l'inflation, c'est en fait une lutte pour empêcher l'augmentation des salaires, car la **B.C.E** ne se bat pas contre l'augmentation de la masse monétaire en circulation (graphique de droite), mais seulement si celle-ci est le résultat d'une augmentation des salaires. Observons à ce propos l'évolution de la part des salaires dans la valeur ajoutée. Depuis 1983, celle-ci ne cesse de baisser. En d'autres termes, en 1983 quand une entreprise créait 100 € de valeur, 71 € allait vers les salaires (dans le secteur public)⁸², en 2004, pour la même valeur créée (100 €) il n'y a plus que 61 € qui va vers les salaires. En d'autres termes, en dix ans, la reconnaissance du salaire dans la création de richesse a perdu 10 %, voilà la réalité du concept de « *valeur travail* ».

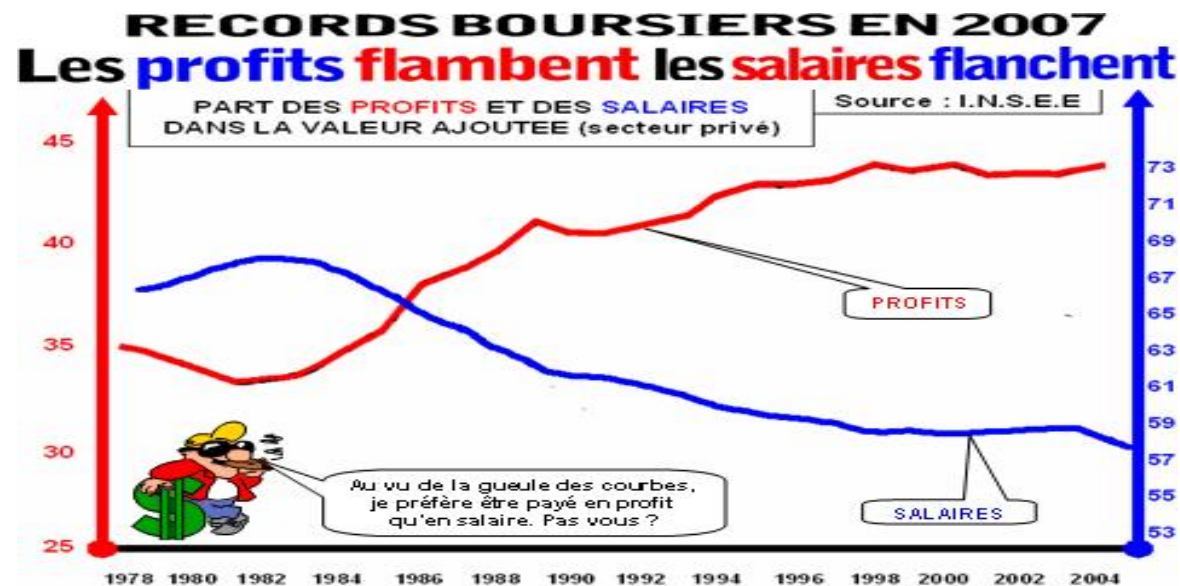
Cette baisse de la rétribution salariale n'a pas empêché la création monétaire, puisque comme l'indique le graphique de droite la masse monétaire M3 n'a pas cessé d'augmenter. Mais la masse monétaire M3 n'est pas assise sur les salaires, mais sur les actifs financiers gérés par les marchés. En d'autres termes, les dettes des ménages européens (logement, consommation) ont été les supports à la création monétaire qui permet de financer, (comme aux Etats-Unis) les fusions, les **O.P.A.**, les **L.B.O** etc. On voit donc bien que le rôle de la **B.C.E** n'est pas de surveiller l'inflation⁸³, mais la seule inflation qui proviendrait des salaires. La question est pourquoi ?



⁸² C'est encore moins pour le secteur marchand (privé) ce qui explique les raisons des privatisations qui permettent une pression encore plus forte sur les salaires.

⁸³ Soulignons que selon la théorie monétariste toute création monétaire, qu'elle qu'en soit l'origine (salaires ou endettement) ne peut se traduire que par une augmentation de l'inflation.

3] Rien ne se crée, rien ne se perd tout se transforme : Tout le monde connaît cette formule de Lavoisier, qui est un des principes fondateurs de la chimie. Et bien l'économie politique est un peu comme un système chimique et respecte cette logique. Il suffit de regarder le graphique pour comprendre. Toute pression à la baisse des salaires, se transforme aussitôt en hausse pour les profits. Comprenons donc que dans un système qui fait du profit et de sa valorisation la structure de réussite, le système ne peut accepter d'augmentations de salaires. Il en va du partage salaires profits. Insistons, dans un système fermé (le partage salaire profit est un système fermé), toute augmentation de salaire, ne pourra se faire que par une baisse des profits⁸⁴. Le seul moyen de sortir de cette opposition fermée, sachant qu'il faut que les gens consomment pour permettre au système de faire du profit, est d'inventer une sortie. L'endettement, est la clef de sortie apparente (ne fait que repousser l'échéance de la contradiction) du conflit, car il donne en apparence du pouvoir d'achat immédiat, sans toucher à la répartition profit/salaire. Cependant comme tout se paye (se rééquilibre), les logiques d'endettement et de création monétaire artificielles se payent de manière cyclique par des Krachs boursiers qui viennent détruire en quelques semaines⁸⁵ tout le processus de création monétaire. A ce moment là il faut payer en « valeur travail » d'où l'urgence des réformes (35 h, retraites, restructurations, chômage, emplois précaires etc..).



4] Le Krach planifié : On pourrait croire que cette contradiction, le système l'ignore et qu'il découvre les contradictions qu'il a engendré. Le Monde soutient d'ailleurs cette thèse : « *La crise financière, née cet été aux Etats-Unis sur le marché des crédits hypothécaires à risque (subprime mortgage), a pris de court tous les acteurs financiers* ». ⁸⁶ Alors pourquoi la tribune du 10 Novembre 2004 fait paraître cet article au titre révélateur : « **Les salaires devront augmenter rapidement** ». Le système connaît parfaitement la contradiction, mais il ne peut la régler réellement, car ce serait remettre en cause son système d'allocation de ressources (salaires / profit) fondé sur la propriété des moyens de production et de circulation (financement, transport et consommation).

⁸⁴ C'est la définition même de la « lutte des classes », que Marx, n'a jamais inventé mais simplement révélé derrière le mouvement apparent (rémunération des facteurs de production selon leur contribution relative à la productivité).

⁸⁵ « Rendez-vous compte ! un choc de 30 milliards engendre 7.000 à 8.000 milliards de pertes potentielles de valeur de marché » / Patrick Artus / La Tribune 27 Août 2007

⁸⁶ Le monde 30 Août 2007

5] **L'indépendance de la Banque Centrale Européenne** : Comprenons que dans ce cadre d'analyse, le concept d'indépendance des banques centrales est le moyen juridique et institutionnel qu'ont trouvé les puissances d'argent (le Capital) pour masquer⁸⁷, le fait que la seule politique de la Banque centrale est d'être au service des marchés. Ce statut d'indépendance est obligatoire pour imposer « *la dictature des marchés aux peuples* ». Observons que ce système ressemble étrangement aux principes de l'ancien régime, qui présentait le Roi, comme « *représentant de Dieu sur Terre* ». Le Roi était donc intouchable, comme l'est aujourd'hui la **B.C.E** derrière son statut d'indépendance. La photo tirée du monde du 7 Mars 2007 dévoile cette réalité. **Jean-Claude TRICHET** ne se préoccupe aucunement, de la croissance, du « *développement durable* » ou de l'emploi et du devenir des citoyens européens. Son seul soucis est de favoriser la croissance des marchés, c'est pourquoi il est : « *à l'écoute des marchés* »⁸⁸. C'est ce qui explique que la **B.C.E** a injecté en quelques jours 400 milliards d'euros, pour sauver les marchés de leur propre crise. A ce niveau de soutien, comprenons que **B.C.E** signifie : **Bastille du Capitalisme Européen**. Aux prolétaires⁸⁹ et citoyens attachés à la démocratie et aux principes de Montesquieu, nous avons une nouvelle Bastille à reconquérir...



⁸⁷ Il faudrait là utiliser et retravailler le concept « *d'aliénation* » développé par Marx.

⁸⁸ Comme le Roi était à l'écoute de la seule Noblesse.

⁸⁹ Attention aux fausses interprétations, prolétaires ne signifia ni pauvres, ni ouvriers. Ce concept de Marx identifie ainsi tous ceux qui pour vivre n'ont que leur « force de travail », dont le revenu s'appelle salaire. En d'autres termes, est prolétaire tous ceux dont le revenu est un salaire, que Marx oppose aux capitalistes, dont le revenu est tiré de la jouissance de l'exploitation du travail (le profit). La lutte des classes c'est toujours et seulement cette opposition entre Salaires et Profits.

ET SI MARX AVAIT RAISON (synthèse et ouverture)

- 1] Dans sa crise de système (krach de l'été 2000) les politiques pour sauver les marchés ont développé l'endettement des Etats (soutien de la demande) et obtenus des banques centrales (**F.E.D** et **B.C.E**) qu'elle baissent les taux d'intérêt pour inciter les ménages à investir.
- 2] Devant des salaires qui n'augmentent pas mais avec des taux d'intérêts qui baissent et l'allongement de la durée de remboursement (20 à 30 ans), les ménages s'endettent, ce faisant ils créent de la monnaie⁹⁰.
- 3] Pour ne pas attendre 20 ans pour récupérer « *les capitaux prêtés* » et jouer sur les marchés financiers (O.P.A, L.B.O etc.), les intermédiaires financiers (banques, assurances etc.) transforment ces titres de dette en « *actifs financiers* », c'est ce qu'ils appellent la titrisation (transformer par jeu d'écriture un endettement immobilier des ménages en actif financier utilisable).
- 4] Ces actifs financiers créés à l'origine par les ménages (endettement) vont servir de munitions aux acteurs financiers en vue de réaliser des opérations financières sur des entreprises (**L.B.O**, **O.P.A**, fusions etc.). Il n'est d'ailleurs pas interdit de penser que des restructurations d'entreprises à l'échelle mondiale (ex : Alcatel Luccent) aient pu être financées ainsi par l'intermédiaire de capitaux au paravent levé sur des dettes émises par les salariés de l'entreprise lorsque ceux-ci ont voulu acheter leur logement.⁹¹
- 5] Les ménages solvables ayant été pompés, pour faire face au déclin des ventes et des opérations immobilières, les marchés financiers (le prédateur ayant toujours soif), s'adressent aux millions d'américains comme M.Smith (voir introduction). Mais comme ce sont des ménages aux revenus faibles et moyens qui ont peu de garanties à offrir, « **le prédateur** » va les faire payer davantage. C'est ce qu'on appelle les « *Subprime mortgage* » contrat qui oblige les ménages à rembourser de plus en plus au fur et à mesure du temps (taux variable). **Les pauvres financent donc bien les riches.**
- 6] Au moment où les taux augmentent les ménages ne peuvent plus faire face à leurs obligations, les banques saisissent les biens, les ménages sont expulsés. Les banques cherchent à revendre les biens, mais devant le ralentissement économique, la montée des taux d'intérêts et la demande qui baisse, les prix immobiliers s'effondrent, entraînant une non réalisation de plus value, débouchant sur un besoin de financement, qui oblige les banques centrales à intervenir pour sauver à nouveau les marchés de leur propre crise.

Il ne s'agit donc pas, on le voit d'une « *crise immobilière américaine* », mais bien d'une crise financière (Patrick Artus parle de « *crise financière* » d'un type de système économique (le capitalisme mondialisé) dont les effets n'ont pas encore mesurés : « **Le pire de la crise financière est devant nous** ». ⁹² Décidemment, il faut que l'humanité dépasse un système qui ne sait se développer (logique d'accumulation) qu'en produisant des crises⁹³, car de crise en crise, ce système nous conduit à l'abîme. Que celui qui doute de cette analyse regarde le dessin de la dernière page⁹⁴. **Et si Marx avait raison ???**⁹⁵

La Couronne, le jeudi 30 août 2007 / Fabrice AUBERT

⁹⁰ La banque ne prête pas de l'argent qu'elle a dans ses coffres, elle crée de la monnaie en ouvrant une ligne de crédit que le ménage va détruire progressivement par ses remboursements.

⁹¹ Leurs dettes immobilières transformées en actifs financiers ont pu servir à financer les opérations de fusion et de restructuration.

⁹² Economiste, Directeur de la recherche et des études chez Natixis / La Tribune 27 Août 2007

⁹³ N'oublions pas la crise écologique, encore plus grave, dont l'une des causes est le développement du libre échange (développement du transport qui font que les fraises contiennent plus de CO2 que de fruit).

⁹⁴ Je précise que cette caricature est parue en Juillet 2000 au moment du déclenchement du krach Internet, mais il garde aujourd'hui toute son acuité.

⁹⁵ « *C'est parce que l'aspect argent de la valeur est sa forme indépendante et intangible que la forme de circulation A--A' dont le point de départ et le point final sont de l'argent réel, exprime de la façon la plus tangible l'idée "faire de l'argent" principe moteur de la production capitaliste. Le procès de production (l'usine) apparaît seulement comme un intermédiaire inévitable, un mal nécessaire pour faire de l'argent. C'est pourquoi toutes les Nations adonnées au mode de production capitaliste sont prises périodiquement du vertige de vouloir faire de l'argent sans l'intermédiaire du procès de production* » Karl MARX *LE Capital* / Toute ressemblance avec la crise actuelle ne serait-elle vraiment que fortuite ?

Dans la série des « *Icebergs que l'on fabrique* », ne loupez pas notre prochain épisode :

« *La crise des SUBPRIME MORTGAGE* »

